



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale  
Meurthe et Moselle / Meuse**  
Division de Nancy

Nancy, le 4 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAINT GOBAIN PAM**

Avenue Camille Cavallier  
BP 129  
54700 Pont-à-Mousson

Référence : AN/NW/1254\_2022  
Code AIOT : 0006200539

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier BP 129 54700 PONT A MOUSSON. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier BP 129 54700 PONT A MOUSSON
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SAINT-GOBAIN PAM est spécialisée dans la fabrication de tuyaux et pièces de voiries en fonte et exploite pour ce faire trois hauts fourneaux dans son usine de PONT-A-MOUSSON et BLENOD-LES-PONT-A-MOUSSON.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale "traitement de surface" : moyens de lutte contre l'incendie – moyens de confinement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.1.2	/	Lettre de suite	15 jours
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.2.3	/	Lettre de suite	15 jours
3	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.2	/	Lettre de suite	15 jours
5	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.5	/	Lettre de suite	15 jours
6	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.6	/	Lettre de suite	15 jours
7	Recensement zones à risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Lettre de suite	15 jours
8	Rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III	/	Lettre de suite	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.3	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'installation électrique du bâtiment cataphorèse - bâtiment ACC présente des non-conformités risquant d'entraîner un incendie dans le bâtiment, dont certaines ont déjà été signalées par le bureau de contrôle. L'exploitant a réagi après l'inspection en traitant la moitié des non-conformités, le traitement des non-conformités restantes étant en cours (commande de pièces – intervention d'une entreprise externe).

L'établissement dispose de moyens incendie opérationnels mais l'exploitant n'a pas pu justifier leur dimensionnement : besoin en eau et volume de la rétention devant contenir les eaux d'extinction d'un incendie. Des compléments sont également à apporter en ce qui concerne l'information des services de secours (localisation des risques - quantités/types de produits stockés – procédure de mise en rétention des eaux d'extinction).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan identifiant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion. La nature du risque incendie n'est pas indiqué à l'entrée du bâtiment cataphorèse ACC.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'autorité administrative le plan identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles et justifiera le signalement de ces zones, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'installation électrique des bâtiments des lignes 1001, 1002 et cataphorèse ACC présente 15 non-conformités pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion, dont certaines déjà signalées : 8 non-conformités ont été corrigées et 7 sont en attente de réception de pièces et/ou d'intervention d'une société extérieure.
<b>Observations :</b> L'exploitant justifiera auprès de l'autorité administrative le traitement des 7 non-conformités restantes relevées par la société DEKRA lors du contrôle effectué en octobre 2021, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Organisation des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met à disposition des premiers intervenants, afin de faciliter l'action des secours publics, un jeu de plan dénommé « dossier d'accueil des secours » regroupant : <ul style="list-style-type: none"><li>- un dossier contenant l'ensemble des fiches des matières utilisées sur le site,</li><li>- un plan des accès au site et au bâtiment (masse et situation),</li><li>- un plan de principe de désenfumage et des dispositifs de coupure des énergies,</li><li>- un plan de situation des zones à risques,</li><li>- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics,</li><li>- un plan du système d'isolement des eaux résiduaires,</li><li>- l'ensemble des fiches réflexes relatives au traitement des incidents et accidents spécifiques à chaque scénario recensé dans l'étude de dangers présente dans le plan d'intervention et d'organisation interne.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan identifiant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion et le plan du système d'isolement des eaux résiduaires ne figurent pas dans le «dossier d'accueil des secours». Ce dossier ne comprend pas de document traitant de la mise en œuvre du dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant justifiera auprès de l'autorité administrative la complétude du dossier d'accueil des secours avec en particulier l'ajout du plan de situation des zones à risques et d'un plan traitant du confinement des eaux d'extinction d'un incendie, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Sur les 8 RIA contrôlés le 28/02/2022, 2 font l'objet d'observations. L'étiquette du RIA situé au RDC au nord du bâtiment, faisant l'objet de l'observation « diffuseur cassé », ne précise pas la date du dernier contrôle. L'exploitant informe l'inspection que les 2 observations concernant les 2 RIA ont été levées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant pourvoit l'installation d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur des aires extérieures et des lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Ils devront être contrôlés périodiquement par le fournisseur et les certificats de contrôle présentés à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les installations d'extinction automatique à CO2 des postes d'application de peinture, des postes de goudronnage, des fours CEM et des fours JUNKER et du local de préparation des peintures au finissage 6M et vernissage 7M seront contrôlées périodiquement.</p> <p>L'usine sera munie d'un réseau d'eau incendie équipé de bouches ou de poteaux d'incendie d'un modèle incongelable. Ces appareils devront comporter des raccords normalisés.</p> <p>Le réseau d'eau incendie doit avoir un débit suffisant pour alimenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les robinets d'incendie,</li> <li>- les prises d'eau incendie,</li> <li>- tous autres matériels fixes ou mobiles habituels.</li> </ul> <p>Le débit sera déterminé en accord avec le service départemental d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> Les poteaux incendie situés à proximité du bâtiment cataphorèse ACC ont été contrôlés, les débits individuels dépassant 260 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier le débit minimal des besoins en eau pour éteindre l'incendie du bâtiment cataphorèse ACC .</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'autorité administrative le calcul des besoins en eau pour éteindre l'incendie du bâtiment cataphorèse ACC, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 6 : Protection des milieux récepteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de pompage sur site, au minimum de 1 500 m <sup>3</sup> /h est maintenue en parfait état de fonctionner permettant de relever les eaux d'extinction d'un éventuel incendie pour les secteurs Hauts Fourneaux, Centrifugation, et Fonderie et les rejeter vers le bassin D. Le bassin D est suffisamment dimensionné pour collecter ces eaux d'incendie et les stocker avant rejet vers la Moselle sous réserve que celles-ci respectent les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 4.3.11.2. du présent arrêté. Une étude visant à déterminer les volumes de rétention nécessaire permettant de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) et le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage pour l'activité REVÊTEMENTS SPÉCIAUX sera établie par l'exploitant et transmise à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 décembre 2011. L'étude pourra proposer l'utilisation des bassins D, C, C', B et B' sous réserve de la mise en place de moyens permettant un isolement pour empêcher tout rejet d'eau polluée vers l'extérieur et de mesures techniques et organisationnelles destinées à garantir que les eaux de ces bassins sont rejetées conformément aux dispositions du titre 4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu présenté d'étude visant à déterminer le volume de rétention permettant de recueillir les eaux d'extinction d'un incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'autorité administrative le calcul du volume de la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie du bâtiment cataphorèse ACC, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport. Les modalités de confinement des eaux d'extinction seront explicitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : Recensement zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de stockage des « produits lignes de revêtement ACC grande voirie » du bâtiment cataphorèse où sont indiqués le type de produit stocké et la quantité stockée. Il manque cependant ces informations pour les cuves de traitement de 40 et 30 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'autorité administrative le plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de du bâtiment cataphorèse ACC, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



**N° 8 : Rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétentions et bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> La consigne de mise en rétention n'est pas affichée à l'accueil de l'établissement (poste de garde).
<b>Observations :</b> L'exploitant justifiera auprès de l'autorité administrative l'affichage au poste de garde de la consigne de mise en œuvre du ou des dispositifs permettant de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie, sous un délai de 15 jours à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours